

Moyen-Orient et Asie centrale
Principaux points des Perspectives économiques régionales – Mai 2010
Fonds monétaire international

Les perspectives économiques des pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale s'améliorent parallèlement à la reprise de l'économie mondiale, bien que cette dernière reste fragile. La croissance dans la région — qui comprend 1) les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), 2) les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, et 3) les pays du Caucase et d'Asie centrale (CAC) — s'accéléra en 2010, mais restera inférieure à son niveau d'avant la crise. Si les effets de la crise de Dubaï et des événements en Grèce sur la région ont été limités jusqu'à présent, une réévaluation de la dette souveraine ne peut être exclue, ce qui ferait peser plus d'incertitude sur les perspectives.

En 2010, il sera prioritaire de faire face aux séquelles de la crise économique mondiale. Dans certains pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, des tensions sur les bilans des banques sont apparues pendant la crise et il faudra y remédier selon les besoins de chaque pays. Tandis que le chômage continue de monter dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la nécessité de rehausser la croissance et la compétitivité deviendra prioritaire, tandis que la demande extérieure se redresse faiblement et que les autres pays émergents offrent une vive concurrence. Dans la région CAC, il est prioritaire d'assainir les bilans des banques en vue de relancer le crédit.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : sortir de la crise

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont été durement touchés en 2009. Au premier semestre, les cours du pétrole brut ont chuté à 40 dollars le baril, les prix de l'immobilier et des actifs ont plongé et le financement extérieur s'est tari. L'excédent courant combiné des pays exportateurs de pétrole est tombé à 53 milliards de dollars en 2009, après avoir plus que décuplé au cours des 10 années précédentes pour s'établir à 362 milliards de dollars en 2008. Le PIB pétrolier s'est contracté de 4,7 % en 2009, mais une augmentation massive des dépenses publiques, conjuguée à une aide en liquidités de la banque centrale et à des injections de capitaux dans le secteur bancaire, a atténué les effets de la crise sur le secteur non pétrolier, dont la croissance a atteint 3,6 %. Globalement, la croissance a atteint 1,5 % dans ces pays en 2009.

Une reprise des entrées de capitaux et le rebond des cours du pétrole brut, qui ont dépassé 80 dollars le baril à la fin de l'an dernier, ont contribué au redressement économique dans ces pays. Les positions des réserves de change s'améliorent de nouveau, de 46 milliards de dollars en 2010 selon les projections. La hausse des cours et de la production du pétrole devrait accroître les exportations de pétrole de 31 %, à 682 milliards de dollars, plus que doubler l'excédent courant, à 140 milliards de dollars, et porter la croissance du PIB pétrolier à 4,3 % en 2010. Par ailleurs, de nombreux pays, principalement l'Arabie Saoudite, prévoient d'accroître leurs dépenses. Cette impulsion continuera de stimuler l'activité du secteur non pétrolier, qui devrait progresser de 4,1 % en 2010, et maintenir les effets d'entraînement positifs sur l'économie mondiale et les pays voisins par le biais du commerce et des envois de fonds.

Étant donné la forte demande de pétrole, les perspectives à moyen terme sont prometteuses. En 2011, la reprise devrait continuer de se renforcer et la croissance du PIB global devrait atteindre 4,5 %. La croissance devrait rester bien en deçà de ses niveaux d'avant la crise, mais il est plus probable qu'elle se maintienne à long terme.

Pour de nombreux pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, le marasme du crédit au secteur privé constitue un obstacle important à une reprise plus vigoureuse. Les années précédentes, la croissance vigoureuse du crédit était portée par un endettement élevé, une expansion du financement extérieur, une croissance rapide

des dépôts et une montée en flèche des prix des actifs; toutes ces tendances se sont inversées pendant la crise, avec pour conséquence des tensions considérables sur les bilans des banques. Pour relancer le crédit, les banques devront assainir leur bilan en comptabilisant leurs pertes et, si nécessaire, les pouvoirs publics devront apporter leur soutien en exigeant une plus grande transparence et en clarifiant la réglementation. À moyen terme, il faudra développer les marchés locaux d'obligations et d'actions pour offrir d'autres possibilités de financement que le financement bancaire.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : un lent redressement

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont des relations financières et commerciales limitées, et les effets d'entraînement positifs des expansions budgétaires dans les pays exportateurs de pétrole de la région ont compensé les effets du ralentissement de l'économie mondiale. En conséquence, la croissance globale n'a ralenti que modérément pour s'établir à 3,8 % en 2009, contre 5 % en 2008. Comme le commerce rebondit depuis le milieu de 2009 et que l'investissement et le crédit bancaire commencent à se redresser, la croissance devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 4,1 % en 2010 et 4,8 % en 2011. Cependant, ces taux de croissance sont en deçà de la moyenne des pays émergents et des pays en développement et, surtout, ils sont insuffisants pour créer les emplois nécessaires dans une région où la population active devrait augmenter d'un quart dans les 10 prochaines années.

La croissance du crédit, qui est tombée à une moyenne pondérée de 2 % pendant l'année qui a pris fin en octobre 2009, contre près de 20 % avant la crise, reste faible. La reprise des entrées de capitaux observée dans les autres pays émergents ne se manifeste pas encore dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. La faiblesse persistante de la demande européenne, l'appréciation des monnaies et la concurrence des autres pays émergents, en particulier d'Asie, limitent les possibilités de croissance tirée par les exportations. En conséquence, il sera prioritaire dans la région de renforcer la compétitivité pour rehausser la croissance et créer des emplois. Pour atteindre cet objectif, il faudra redoubler d'efforts pour mettre en place un environnement plus attrayant pour les investissements étrangers et locaux, libéraliser le secteur financier et développer les marchés de capitaux locaux.

Dans plusieurs pays, le niveau élevé de la dette limite les possibilités de relance budgétaire. Pour la plupart d'entre eux, il ne reste guère de marge de manœuvre sur le plan monétaire, étant donné que l'inflation est relativement élevée dans une bonne partie de la région et que les taux d'intérêt internationaux ont commencé à augmenter.

CAC : une reprise naissante

La récession mondiale a fait sentir ses effets dans la région CAC, même si des politiques budgétaires et monétaires anticycliques et l'appui des donateurs les ont compensés en partie. Du fait de la forte baisse des exportations et des envois de fonds, les pays importateurs d'énergie ont été les plus durement touchés : c'est en Arménie que la croissance a le plus ralenti, de 6,8 % en 2008 à -14 % en 2009, à cause de l'essoufflement de l'expansion dans la construction. En Géorgie, la contraction de 4 % a été moins forte, en partie parce que le ralentissement avait déjà commencé en 2008. Dans la République kirghize et au Tadjikistan, la croissance a ralenti aussi en 2009, mais elle a quand même atteint 2-3 %. Les pays exportateurs d'énergie ont obtenu de meilleurs résultats et leur croissance n'a ralenti que modérément, de 6,6 % en 2008 à 4,7 % en 2009, tout en étant largement inférieure aux 12,6 % observés en 2007. Le Kazakhstan a été fort touché par les turbulences sur les marchés financiers internationaux, comme en témoignent des sorties nettes de capitaux mobiliers privés de 5 milliards de dollars depuis le début de la crise.

On observe des indices de reprise dans l'ensemble de la région CAC. Les exportations ont commencé à se redresser, la baisse des envois de fonds semble se ralentir ou s'inverser, et les entrées de capitaux sont de nouveau positives. Dans ces conditions, il est prévu que la croissance dans la région passe à 4,3 % en 2010. Elle reste plus

faible dans les pays importateurs d'énergie, où elle devrait avoisiner 2 à 4 %. Dans les quatre pays importateurs d'énergie, les contraintes budgétaires sont très préoccupantes et une aide supplémentaire des donateurs sera nécessaire pour dégager la marge de manœuvre budgétaire requise au cas où la reprise s'essoufflerait. La croissance devrait être la plus vigoureuse dans les pays exportateurs d'énergie, avec des projections allant de 2-3 % pour l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à 8 % pour l'Ouzbékistan et à 12 % pour le Turkménistan.

La plupart des pays de la région CAC doivent s'atteler à relancer la croissance du crédit au secteur privé. Les systèmes bancaires de la région ont souffert de la crise mondiale, et la croissance du crédit a ralenti nettement; le crédit s'est même contracté en termes réels dans plusieurs pays, alors qu'il avait progressé de 40 à 80 % juste avant la crise. Les politiques qui visent à rétablir la croissance du crédit devraient aider les banques à assainir leur bilan et, dans des circonstances particulières, fournir des liquidités et injecter des capitaux. À moyen terme, les politiques macroéconomiques et macroprudentielles doivent favoriser la dédollarisation — la forte dollarisation, de 40 à 80 %, a constitué une voie de transmission importante de la crise mondiale — et le développement des marchés obligataires locaux pour offrir des possibilités de financement plus diversifiées aux banques.